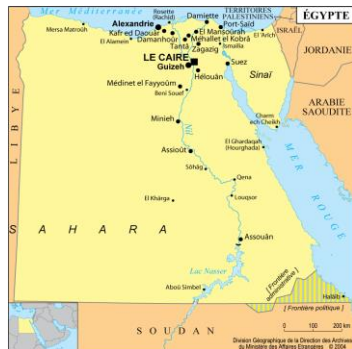


EGYPTE : FICHE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2023) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B / B3 / B

Change : Livre égyptienne (EGP) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Aides financières du FMI
- Exploitation de nouveaux champs gaziers
- Soutien financier des pays du Golfe
- Fort potentiel touristique
- Fonds souverains fortement dotés

FAIBLESSES

- Dette publique très élevée
- Exposition du système bancaire au risque souverain
- Inflation structurelle
- Risque social significatif
- Risques sécuritaires dans le Sinaï

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Le retour d'une inflation à deux chiffres pèse sur la consommation privée. La finalisation du programme de privatisation tarde à se concrétiser mais suscite de grandes attentes pour stimuler l'investissement privé et les IDE. Les perspectives à moyen terme (secteur gazier, zone du Canal de Suez) semblent positivement orientées même si des défis subsistent : climat des affaires (amélioration attendue) et pressions démographiques.
- Vulnérabilité des comptes publics : Dans un contexte d'augmentation de la charge d'intérêts et de politique de soutien face à l'inflation (subventions, transferts sociaux, le risque souverain est en hausse se matérialisant par une hausse des taux obligataires la dépréciation de la monnaie et la dégradation de la notation par les agences. En 2023/24, l'Egypte visera de nouveau consolider ses finances publiques avec l'assistance technique et financière du FMI (3 Mds USD sur quatre ans).
- Vulnérabilité extérieure : Malgré un déficit courant qui se réduit, la vulnérabilité externe augmente en Egypte : pressions sur les réserves de change (-25 % depuis 2020) et sur le change (-50 % face à l'USD depuis mars 2022), probable nouvelle dévaluation de l'EGP, hausse des délais de paiement à l'import, etc. Pour combler ses besoins de financement externe en 2023 et 2024, l'Egypte compte s'appuyer sur le flux d'IDE en provenance du Golfe liés au programme de privatisation. La flexibilisation du régime de change, dans le cadre du programme avec le FMI, entrainerait de nouvelles pressions à la baisse sur l'EGP.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire est fortement exposé au risque souverain et le secteur traverse une crise de liquidité en devises. Dès lors, la notation de quatre des principales banques du pays a été dégradée par Fitch.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La gouvernance demeure de faible qualité. Le pays peut compter sur de nombreux soutiens (Europe, Etats-Unis, pays du Golfe) notamment pour gérer le risque sécuritaire (Sinaï).
- Climat des affaires : Point faible de l'économie égyptienne, le renforcement du climat des affaires va constituer un axe stratégique des autorités à court et moyen terme, avec notamment le lancement très attendu du programme de privatisation.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : L'Egypte est très exposée aux risques physiques (eau, santé). Si le pays entame sa phase de transition (éolien, transport), son succès sera fortement conditionné au soutien financier des bailleurs de fonds internationaux

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	7,1%	1 Chine	15,3%
2 E.A.U	6,9%	2 Arabie S.	6,5%
3 Italie	6,6%	3 Etats-Unis	6,5%
4 Arabie S.	6,3%	4 Russie	5,8%
12 France	2,3%	10 France	2,9%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	37,3%	Combustibles	18,9%
Plastiques	5,4%	Céréales	8,0%
Machines élec.	5,3%	Machinerie méca.	7,3%
Fertilisants	4,9%	Plastiques	5,8%
Fruits	3,8%	Fer & acier	5,4%

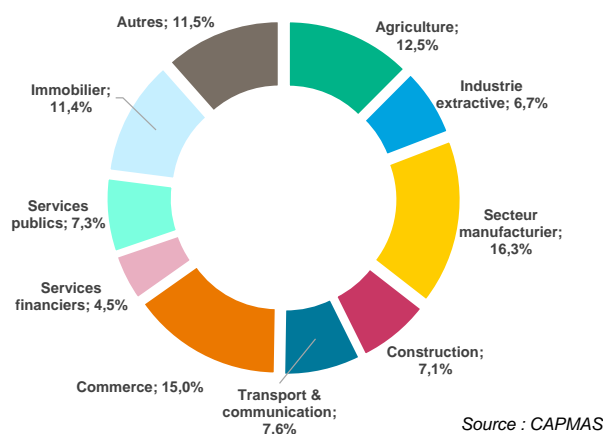
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EGYPTE	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023 (e)	2023/2024 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	318	383	423	475	387	368
Rang PIB mondial	44	32	35	35	37	36
Population (Mns)	98,9	100,6	102,1	104,1	106,2	108,3
Rang Population mondiale	13	13	13	13	13	13
PIB / habitant (USD)	3 214	3 802	4 146	4 563	3 644	3 399
Croissance PIB (%)	5,5	3,5	3,3	6,6	3,7	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	13,9	5,7	4,5	8,5	21,6	18,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	45,2	47,9	45,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)*	85,8	82,8	87,9	88,3	95,8	95,2
Solde public (% PIB)*	-7,6	-7,5	-7,0	-6,2	-7,0	-6,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	51,2	56,0	50,6	49,4	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-3,4%	-2,9%	-4,4%	-3,5%	-2,8%	-3,1%
IDE (% du PIB)	2,7%	1,4%	1,1%	2,1%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	7,0	6,0	6,8	3,7	4,1	4,5
Dette extérieure totale (% PIB)	36%	32%	33%	37%	50,2	43,4
Dette extérieure CT (% PIB)**	3,6%	2,5%	3,4%	6,3%	NA	NA
Taux de change**	17,9	16,0	15,7	15,7	24,8	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,7	19,5	22,5	19	NA	NA
Taux de NPL**	4,2	3,6	1,9	1,7	NA	NA
ROE**	23,4	14,9	14,9	16,1	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	165	163	163	160	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	114	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	88	89	89	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	104	100	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	42	34	46	NA	NA	NA

(e) estimations ; (p) prév. En années budgétaires (juillet à juin) Sources : FMI, *Banque Mondiale, **MoF & BCE, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Egypte : part des secteurs dans le PIB (2020/2021)



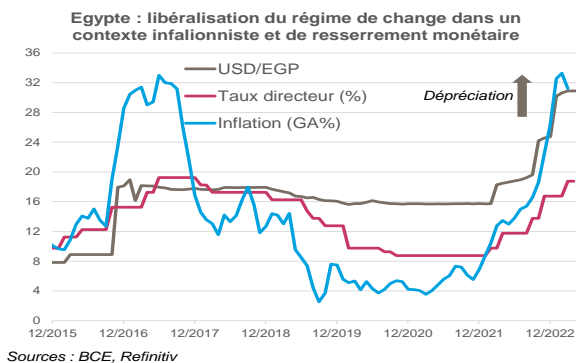


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Forte vulnérabilité depuis la crise en Ukraine

En 2020 et 2021, l’Egypte a étalé le choc du Covid-19 sur les deux années fiscales 2019/20 (+3,5 %) et 2020/21 (+3,3 %)¹, période pendant laquelle la consommation privée (85 % du PIB) a affiché une forte résilience. La demande interne a fortement contribué à la croissance du PIB en 2021/22 (+6,6 %), année également marquée par des recettes records du Canal de Suez, une reprise du tourisme (+120 % en m.a) et des exportations gazières en forte hausse. En 2022/23, l’activité aurait en revanche décéléré, les principaux organismes de prévision tablant sur une croissance du PIB comprise entre +3,5 % et +4,2 %.

L’Egypte apparaît comme une des économies les plus vulnérables aux répercussions du conflit en Ukraine et ce par plusieurs canaux. Tout d’abord, l’approvisionnement alimentaire de l’Egypte (1^{er} importateur mondial de blé) repose essentiellement sur la Russie et l’Ukraine², l’exposant à un risque de pénuries alimentaires élevé. De plus, le renchérissement des prix alimentaires et énergétiques mondiaux³ ont contribué à une hausse brutale de l’inflation (+21,6 % en 2022/23 en m.a selon le FMI). Dans un contexte de resserrement global des conditions de financement et de sorties massives de capitaux⁴, les fragilités de la balance des paiements se sont révélées, obligeant la Banque centrale (BCE) à non seulement relever ses taux directeurs de +1 000 pdb depuis février 2022 mais également à laisser se déprécier la livre (EGP)⁵. La perte de valeur de l’EGP a ainsi contribué à accentuer les tensions inflationnistes.



Si la consommation privée a dans un premier temps résisté, portée par le soutien budgétaire⁶ et les envois de fonds des expatriés (9,4 % du PIB en moyenne depuis

2017), le poids de l’inflation sur le pouvoir d’achat des ménages a provoqué une décélération de la consommation privée en fin d’exercice 2022/23.

• Rebond en 2023/24 mais des incertitudes

Les estimations de croissance du PIB sont comprises entre +4 et +5 % pour 2023/24, avec néanmoins des dynamiques opposées des principales composantes du PIB et des zones d’incertitudes.

Au vu des marges budgétaires très limitées (cf. Partie 2), des mesures d’austérité seront probablement renforcées au cours de l’année (retrait de subventions, transferts plus ciblés), ce qui mènerait au repli de la consommation publique. L’aboutissement des méga projets⁷ se traduirait également par une contraction de l’investissement public et pèserait sur le secteur de la construction.

Si des premiers signaux de ralentissement de l’inflation ont été perçus en avril 2023, elle resterait néanmoins très élevée en 2023/24 (+18 % en m.a selon le FMI). Cela s’expliquerait notamment par la probable nouvelle « dépréciation » de l’EGP (cf. Partie 3) et par le fait que les prix des carburants et de certaines denrées ont été relevés en mai 2023. Par ailleurs, le contexte social resterait dégradé⁸. Le ralentissement de l’activité pèserait sur la dynamique du marché de l’emploi (faible taux d’emploi, de 39,5 %). Dès lors, la dynamique de la consommation privée resterait contrainte.

Un rebond de l’investissement privé est attendu en 2023/24, sous l’impulsion du programme de privatisation, avec une hausse des IDE en provenance des pays du Golfe (promesses d’investissement de près de 20 Mds USD). Si une liste de 32 entités publiques sujettes à une ouverture de capital a été officiellement publiée, le processus est très retardé⁹, principalement pour des questions de valorisation des actifs (notamment fonciers) des entreprises concernées. Plusieurs secteurs bénéficieraient du programme : agriculture, assurance, immobilier, logistique. L’investissement privé domestique resterait en revanche limité, en raison de la hausse des coûts de financement.

Les exportations nettes contribueraient faiblement à la croissance de l’activité en 2023/24. Cela serait principalement dû à la hausse des importations en lien avec la levée progressive des restrictions à l’import¹⁰. Par ailleurs, les exportations de gaz pourraient décélérer, d’autant plus que la production du champ d’Al Zhor baisse (-11 % en 2022).

¹ Le calcul de la croissance est de juillet à juin en Egypte.

² Russie et Ukraine représentent 84 % de l’approvisionnement.

³ Ces deux composantes représentant près de 50 % du panier de biens de consommation moyen.

⁴ -6,4 Mds USD de sorties nettes de capitaux au S1 2022.

⁵ 3 « dévaluations » depuis mars 2022, pour une perte de valeur de l’EGP de près de -50 % face à l’USD, qui répondent aussi à la nécessité de flexibiliser le régime de change, après obtention d’un nouvel accord financier avec le FMI.

⁶ Hausse des salaires publics et des pensions de retraite, extension du programme social Takaful et Karama.

⁷ Nouvelle capitale, ENR, construction de logements sociaux.

⁸ Taux de pauvreté de 39 % en 2019/20 (CAPMAS), qui a probablement augmenté depuis, selon la Banque Mondiale.

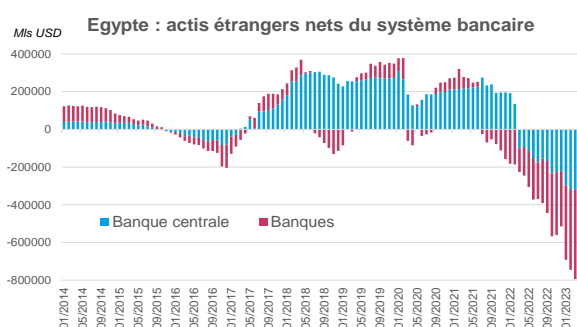
⁹ La cible de 2 Mds USD levés en 2022/23 n’aura pas été atteinte malgré des premiers deals (Telecom Egypt et Pachin).

¹⁰ Ces restrictions ont été introduites en 2022/23 pour contrecarrer l’érosion des réserves de change



- **Crise de liquidité pour les banques**

Depuis 2021, les banques égyptiennes se sont lancées dans une phase de cession d'actifs en devises pour faire face à leurs engagements. Alors que l'accès à la liquidité s'est réduit en 2022 avec le resserrement global des conditions de financement, le secteur bancaire fait face à un assèchement de la liquidité. Les actifs nets en devises sont fortement négatifs et atteignent un point bas historique au T2 2023. Cet argument, associé à celui d'une exposition très élevée au risque souverain (les titres de dette publique représentent 50 % des actifs des banques), a mené l'agence de notation Fitch à dégrader la notation de quatre des plus grandes banques¹¹.



Sources : BCE, FMI International Reserves Templates

Des ratios de solvabilité supérieurs aux exigences réglementaires de la BCE et de Bâle III permettraient aux banques de faire face à la dégradation attendue de leurs actifs en 2023/24, en lien avec le retrait des mesures de report de remboursement des prêts (hors secteur du tourisme) et en raison de l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur les ménages et les PME.

- **Des perspectives favorables à moyen terme**

Si l'Egypte n'est pas en mesure de répondre à la demande européenne de gaz pour se substituer au gaz russe à court terme¹², le pays ambitionne de devenir un hub gazier en Méditerranée¹³ et présente un potentiel à moyen terme (exportations de 5 Mls tonnes/an). Les besoins croissants d'électricité du marché intérieur et la volonté de l'Egypte de moins dépendre de ses importations d'hydrocarbures ne permettent pas d'offrir de très fortes perspectives à l'exportation de gaz.

Malgré de récentes améliorations, le climat des affaires en Egypte présente encore des faiblesses importantes (concurrence, accès au foncier). Le programme de privatisation suscite de grands espoirs pour stimuler le secteur privé mais les objectifs communiqués semblent toutefois très ambitieux¹⁴ au vu notamment du poids prépondérant de l'armée dans certains secteurs (alimentaire, pharmacie, transport). Par ailleurs, la feuille de route du gouvernement comprend également des

¹¹ NBE, Bank Misr, Banque du Caire et CIB.

¹² Malgré la découverte d'un champ en 2022 (Al Narguess).

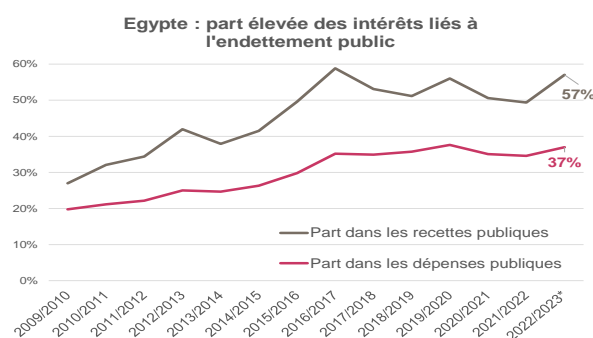
¹³ A ce titre, au T1 2023 les exportations de gaz ont augmenté de +6 % en g.a grâce à liquéfaction de gaz importé d'Israël.

réformes pour promouvoir le secteur manufacturier, l'agriculture, les TIC ainsi que d'autres secteurs spécifiques dans la Zone Economique du Canal de Suez (pétrochimie, textile, automobile).

L'Egypte fait face à un important défi démographique. Les moins de 25 ans représentent 60 % de la population et leur intégration dans le secteur formel représente un enjeu de premier plan à l'instar de l'augmentation du taux d'urbanisation¹⁵, afin d'augmenter le niveau de revenu moyen de la population.

2. FINANCES PUBLIQUES

Entre 2016 et 2019, sous programme FMI, l'Egypte a consolidé ses finances publiques, réduisant son déficit public de -11,3 % du PIB (moyenne 2012-2017) à -7,5 % en 2019/20. Les efforts de consolidation ont été interrompus par la pandémie puis par le contexte du conflit en Ukraine. En 2022/23, l'inflation élevée et le relèvement drastique des taux d'intérêt a mené à une forte hausse des dépenses d'intérêt d'une part et des subventions d'autre part, amenant le déficit public à se creuser (-7 % du PIB selon le FMI, -6,4 % selon ministère des finances). Le Budget 2023/24 table sur un nouvel excédent primaire (+2,5 % du PIB) mais la dynamique des charges d'intérêt va continuer de peser. Le déficit atteindrait -7 % du PIB et serait principalement financé par le secteur bancaire local à des conditions peu avantageuses (maturité courte, taux élevés). La finalisation du programme de privatisation (cf. Partie 1) s'avèrera cruciale pour soulager les finances publiques. La dette publique avoisine 95 % du PIB (Banque Mondiale).



Sources : BCE, Refinitiv * Chiffres arrêtés au 28/02/2023

Dans le cadre du nouveau programme avec le FMI, l'Egypte devrait renforcer la discipline budgétaire¹⁶, afin de dégager des marges pour augmenter les dépenses sociales. Etant donné le contexte socio-économique dégradé et l'impopularité des réformes du FMI durant la période 2016-2019, la capacité de l'Egypte à réduire rapidement le montant des subventions semble limitée.

¹⁴ Augmenter d'ici 2024/25 les parts dans le PIB du secteur privé de 30 % à 65 % et de l'investissement privé de 15 à 30%.

¹⁵ Un taux d'urbanisation 43 % en 2021, soit un taux faible.

¹⁶ Indexation des prix des carburants sur les prix de marché, réduction du poids de l'Etat dans l'économie, etc.



Malgré la signature d'un accord avec le FMI¹⁷, la perception du risque souverain est en forte hausse en Egypte, les agences ayant dégradé la note souveraine du pays en 2023. L'Egypte est le pays qui a vu sa prime CDS à 5 ans le plus augmenter depuis 2020 (1 340 pts) et les rendements obligataires se tendent fortement¹⁸, une tendance qui ne devrait guère évoluer tant que la BCE ne parvient pas à infléchir fortement la trajectoire d'inflation. Avec une durée moyenne de la dette obligataire toujours plus courte (1,6 an en juin 2023), le risque de refinancement est très significatif. En outre, le risque de change s'est accru avec la dévaluation de l'EGP (25 % de la dette publique est libellée en devises).

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Un déficit courant chronique

L'Egypte accuse un déficit courant chronique (-3,4 % du PIB en moyenne entre 2012 et 2022) et sa réduction en 2022/23 est autant dû à des meilleures performances à l'export (exportations de gaz, balance des services) qu'aux restrictions à l'import (cf. Partie 1). En 2023/24, le retrait de ces mesures mènerait à un creusement du déficit courant (-3,1 % du PIB selon le FMI).

• Risque de change élevé

Historiquement, l'Egypte s'appuie sur des investissements de portefeuille pour couvrir ses besoins de financement externe, des flux par nature volatils. Entre 2020 et 2022, le pays a accusé d'importantes sorties de capitaux (cf. Partie 1). Malgré un léger rebond depuis fin 2022, les réserves de change se sont repliées de -25 % depuis début 2020 et les délais de paiement se sont allongés (notamment pour régler les importations de denrées alimentaires). Pour combler des besoins de financement externe élevés (5,3 % du PIB en 2023, 6,1 % en 2024), la finalisation du programme de privatisation (cf. Partie 1) se montre particulièrement urgente, l'assistance du FMI se révélant insuffisante (3 Mds USD étalés sur 4 ans) et le niveau d'engagements vis-à-vis du FMI est désormais quasi plafonné.

L'écart élevé entre le cours spot de l'EGP/USD et le forward à un an (près de 35 % début juin, contre près de 30 % les semaines précédentes les dévaluations de 2022/23) semble révéler qu'une prochaine dévaluation de l'EGP est probable, avant que la BCE adopte progressivement un régime de change plus flexible. La conclusion du programme de privatisation serait probablement l'élément déclencheur de la dévaluation, car des flux de capitaux entrants en provenance des pays du Golfe permettraient de stabiliser le cours de l'EGP tout en reconstituant les réserves de change. La BCE devrait par ailleurs procéder à au moins une nouvelle hausse des taux directeurs (même en cas de baisse de l'inflation) pour accompagner la libéralisation du change, ainsi que pour ramener les taux d'intérêt

¹⁷ En 2016-2019, lors du précédent programme, la signature d'un accord avec le FMI avait été suivi d'un regain d'intérêt des investisseurs étrangers en Egypte.

réels en territoire positif (-13 % en avril 2023), dans le but de renforcer l'attractivité de placements en Egypte.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Répression politique et faible gouvernance

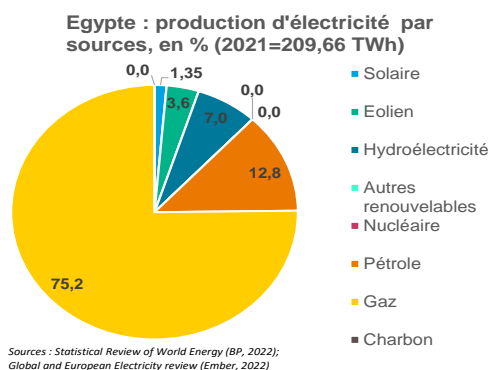
Le Président A. El Sissi a été réélu en avril 2018 à la tête du pays et à la suite du référendum d'avril 2019 (taux de participation de 44 %), le mandat présidentiel a été élargi à 6 ans et la modification de la Constitution permet au Président de briguer un 3e mandat. L'état de la gouvernance se révèle plus que médiocre en Egypte, avec une corruption endémique et une liberté d'expression en net recul, selon la Banque Mondiale.

• Soutiens internationaux

Le pays entretient des relations étroites avec les bailleurs de fonds internationaux, ainsi qu'avec l'Europe et les Etats-Unis. Ces deux alliés sont d'une aide précieuse pour lutter contre le terrorisme dans le Sinaï. Le renforcement de la situation sécuritaire revêt un intérêt stratégique, notamment pour le secteur du tourisme. L'Egypte a des liens profonds avec l'Arabie Saoudite et les EAU, ce qui lui permet de recevoir une aide financière substantielle de 30 Mds USD. Le dossier du grand barrage du Nil en Ethiopie, qui menace l'approvisionnement en eau de l'Egypte, constitue une source de tension continue avec le Soudan et l'Ethiopie.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire de l'accord de Paris, l'Egypte n'a pas communiqué sur une cible de réduction de ses émissions, ni sur un horizon. Le niveau de risque physique est significatif en Egypte (eau, santé, alimentaire), le pays faisant face à un stress hydrique, à des difficultés d'approvisionnement en eau et au risque de montée des eaux dans le delta du Nil (50 % de l'activité économique).



La part croissante du secteur des hydrocarbures dans le PIB pourrait accroître le risque de transition. Toutefois, le pays a récemment fortement accru ses investissements dans les ENR (Zone du Canal de Suez) et vise à augmenter la part des ENR à 42 % du mix électrique d'ici

¹⁸ Rendement à 1 an de 24,6 % au T2 2023 contre un précédent pic à 20,4 % au T2 2017.



2045, contre près de 12 % en 2021. Les projets ont cependant pris du retard avec le Covid-19. Le pays a émis ses premiers *green bonds* en 2020 et compte s'appuyer sur l'aide financière des bailleurs de fonds

internationaux pour s'engager pleinement sur la voie de la TEE (infrastructures, transports).

DIRECTION DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.